**[Prénom et Nom du bailleur]**

[Adresse du bailleur]

**[Prénom et Nom du locataire]**

[Adresse du locataire]

Fait à [Ville], le [Date]

*Par courrier recommandé avec accusé de réception*

*Lettre recommandée n°[Numéro figurant sur le recommandé]*

**Objet : Mise en demeure de payer vos loyers**

[Madame, Monsieur,]

Malgré mon courrier de relance en date du [Date d’envoi du courrier de relance] et nos différents échanges par téléphone et par email, vous n’avez toujours pas réglé les sommes dues au titre des loyers et charges pour la location du logement situé [Adresse du logement].

Pour rappel, voici le détail de vos échéances impayées :

* Échéance de loyer et de charges de [Mois et année de l’impayé] due depuis le [Date de paiement du loyer] : [Montant en lettres (Montant en chiffres)] euros
* Échéance de loyer et de charges de [Mois et année de l’impayé] due depuis le [Date de paiement du loyer] : [Montant en lettres (Montant en chiffres)] euros

Vous êtes donc à ce jour redevable de la somme de **[Montant total en lettres (Montant total en chiffres)] euros**.

En conséquence, je me vois dans l’obligation, par la présente lettre recommandée avec accusé de réception, de vous mettre en demeure de me régler la somme sus indiquée sous huit (8) jours.

Vous devez considérer de ce fait cette lettre comme une mise en demeure de nature à faire courir tous délais, intérêts et autres conséquences que la loi attache aux mises en demeure.

Je vous informe qu’à défaut de règlement de votre part dans les huit jours, je me verrai dans l'obligation de transmettre votre dossier entre les mains d’un huissier et de mon avocat, qui procèderont au recouvrement forcé de ces sommes.

Je vous remercie de me joindre au plus vite aux coordonnées suivantes :

* Par email sur [Email]
* Par téléphone au [Numéro de téléphone]

Par ailleurs, je vous précise qu’en vertu de la jurisprudence actuelle (notamment l’arrêt rendu le 10 novembre 2009 par la Cour d’appel d’Angers, RG n°09/00386), les retards répétés dans le paiement de votre loyer peuvent conduire le propriétaire à ne pas reconduire votre contrat de location et à dénoncer cet impayé à différents services de l’État, notamment la CAF.

Dans l’attente de votre règlement, je vous prie de croire, [Madame, Monsieur,], en mes sentiments dévoués et les meilleurs.

 [Signature]

**[Prénom et Nom du bailleur]**